

Le 11 novembre 1918, l'Armistice met fin à la Grande Guerre qui, en quatre années, a coûté la vie à neuf ou dix millions de personnes, essentiellement des soldats. Les populations espèrent qu'elle sera la dernière des dernières, la « der des ders ». Les États-Unis, grands vainqueurs économiques, financent en partie le long et difficile redressement de l'Europe. Mais cette période trouble favorise la naissance de mouvements extrémistes en Europe – droite ultra opposée aux communistes inspirés par la jeune Russie soviétique. Ainsi, en 1922, Mussolini* instaure le fascisme* en Italie, se substituant aux forces politiques traditionnelles. La situation européenne s'aggrave soudain en 1929, avec la crise économique mondiale, venue des États-Unis. L'extrême droite, exploitant la situation, gagne du terrain partout en Europe. En Allemagne, Adolf Hitler*, théoricien du nazisme*, profite du discrédit des partis classiques pour se hisser au pouvoir en 1933 et pour instaurer le III^e Reich*. En même temps, le Japon* se radicalise et ename ses conquêtes en Asie en agressant la Chine* (1937). La guerre, qui menaçait en Europe, éclate avant de s'étendre au Pacifique*. Du 1^{er} septembre 1939 au 2 septembre 1945, deux camps s'opposent, rassemblant les États les plus puissants de la planète. D'un côté l'Axe : Allemagne, Italie, Japon. De l'autre côté, les Alliés : États-Unis, France, Grande-Bretagne et URSS, pour ne citer que les principaux. Durant ces six années, la guerre se caractérise par une ampleur géographique, militaire et humaine sans précédent. Elle prend aussi un visage inédit : les luttes classiques de conquêtes ou de défenses territoriales se doublent de l'affrontement entre conception occidentale de la démocratie et communisme d'une part, fascisme et nazisme d'autre part.

Les trois premières années sont marquées par des succès rapides de l'Axe, qui impose sa domination aux pays occupés* : en 1942, la guerre se déroule sur quatre continents, seule l'Amérique est épargnée. Le III^e Reich se déploie des côtes françaises de l'Atlantique* aux portes de Moscou. L'Italie a attaqué les Balkans* mais aussi la Libye, déclenchant la guerre du désert*. Le Japon a forcé les États-Unis à entrer dans le conflit après l'agression de Pearl Harbor* (décembre 1941), donnant ainsi un caractère mondial aux hostilités : en 1942, les armées japonaises rayonnent de la Birmanie aux îles du Pacifique. Mais cette année marque aussi « le » tournant de la guerre : les Alliés, surtout les États-Unis et l'URSS, mettent toute leur puissance dans la bataille, inversant le rapport de force jusqu'à leur victoire en 1945.

Vue de la ville de Coventry, après le Blitz.



Pour mener cette guerre, les moyens humains et militaires des deux camps atteignent des proportions inégales. La quasi-totalité des ressources économiques sont affectées à l'équipement de plus de 90 millions de soldats. En outre, la notion de front s'efface au rythme des progrès technologiques : aviation*, bombardements massifs, radars*, sous-marins, premiers missiles (V1* et V2 allemands), bombe atomique*.

L'utilisation de ces moyens explique, en partie, le chiffre très élevé des pertes* : 55 à 60 millions de victimes* militaires et civiles, soit six fois plus que lors de la Grande Guerre. Ce chiffre est difficile à estimer précisément mais le bilan est terrifiant : l'équivalent de la population actuelle de la France a disparu en six ans ; une ville de 21 000 habitants a été rayée de la carte chaque jour.

UNE APPARENTE STABILITÉ (1918-1929)

Dès 1945, notamment au procès de Nuremberg* qui juge les responsables et les organisations nazies, le monde s'interroge sur les raisons d'un tel bilan. Les recherches ont permis depuis de mieux comprendre l'origine profonde de ce conflit. Aujourd'hui, les historiens considèrent que les années 1914 à 1945 sont indissolublement liées, la Seconde Guerre mondiale étant l'aboutissement d'un engrenage de circonstances qui les a incité à regrouper ces années sous le titre explicite de « guerre de trente ans ». De Gaulle*, les Américains Patton* et MacArthur*, l'Anglais Montgomery*, les Allemands Rommel* ou Göring*, illustrent cette réalité. Ces chefs militaires, qui ont marqué ces six années, étaient tous issus de la Grande Guerre.

Le nouvel échiquier européen

Les différents traités de paix signés après la Grande Guerre apportent de profonds changements en Europe. Parmi les vaincus, les empires austro-hongrois (Saint-Germain-en-Laye, 19 septembre 1919) et ottoman (Sèvres, 11 août 1920) sont démantelés, amenant la création d'États, dont l'Autriche et la Tchécoslovaquie. La Hongrie cède 70 % de ses territoires, la Bulgarie est amputée. Parmi les vainqueurs, la Serbie, d'où est venue l'étincelle de la guerre, est intégrée au royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes, futur royaume de Yougoslavie (1929). Plus à l'est, la Russie soviétique se partage l'Ukraine avec la Pologne (traité de Riga, 1921), à l'issue d'une vive opposition entre les deux pays.

Le traité de Versailles, signé le 28 juin 1919 au terme de négociations difficiles dont l'Allemagne est exclue, impose à cette dernière des

clauses financières, militaires et territoriales : le pays, déclaré « responsable » de la guerre, désormais gouverné par la république de Weimar qui succède au II^e Reich*, doit verser des réparations aux vainqueurs ; il est démilitarisé et son armée limitée à 100 000 hommes. La France récupère l'Alsace et la Lorraine perdues en 1870 tandis que l'Allemagne cède les districts d'Eupen et Malmédy à la Belgique. À l'est, la Pologne et une partie de la Prusse intègrent la Pologne, qui obtient ainsi un accès à la mer par le « couloir de Danzig ». Enfin, la Sarre sera administrée pendant quinze ans par une nouvelle organisation internationale.

De fait, parallèlement à la signature des traités et devant les ravages humains et matériels de la guerre, les nations refusent la possibilité d'une autre hécatombe et créent dès 1920 la Société des Nations (SDN) sous l'impulsion du président américain Wilson. La SDN, « ancêtre » de l'ONU*, a pour mission de garantir l'intégrité territoriale et l'indépendance politique des États membres contre toute agression extérieure, en privilégiant le règlement pacifique des différends et, le cas échéant, en prenant des sanctions économiques. Mais, dans son propre pays, Wilson est désapprouvé par le Congrès qui lui reproche de s'être trop engagé dans les affaires du monde et qui refuse de ratifier les traités : les États-Unis n'adhèrent pas à la SDN et choisissent l'isolationnisme.

La diplomatie continue néanmoins son travail de pacification et d'équilibre. Les accords de Locarno en Suisse (octobre 1925) stipulent, entre autres, le maintien du *statu quo* concernant les frontières de l'Allemagne avec la France et la Belgique, la Grande-Bretagne et l'Italie se portant garantes. Par ailleurs, les pays utiliseront les armes contre l'Allemagne en cas de réoccupation de la zone démilitarisée. Enfin, la France signe avec la Pologne et la Tchécoslovaquie des accords d'entente. À Locarno est évoquée aussi l'entrée de l'Allemagne à la SDN, adhésion effective l'année suivante. Enfin, le pacte Briand-Kellogg (27 août 1928) est signé par une soixantaine de nations, dont les États-Unis et l'URSS qui déclarent renoncer à la guerre pour régler des querelles.

L'arme économique

Les pays européens, vainqueurs ou vaincus, sont confrontés néanmoins à de graves difficultés financières.

En Russie, les années consécutives à la Révolution de 1917 sont marquées jusqu'en 1921 par la guerre civile (entre l'Armée rouge et les Russes « blancs ») et la mise en place progressive de la future

URSS en 1923, regroupant la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Transcaucasie. Le régime connaît une pénurie économique qui provoque de profonds mécontentements populaires. Lénine, tout en renforçant la dictature, assouplit la mainmise de l'État sur l'économie en instruant la Nouvelle Politique Économique (NEP) qui prendra fin en 1929. Sa mort en 1924 permet à Staline* de prendre ensuite les rennes du pays. De son côté, le Japon, qui s'est engagé du côté des Alliés, a été totalement épargné par les combats. Pour le moment, il hésite encore entre le parti des armes et celui du dialogue avec les grandes puissances occidentales, mais reste animé par une volonté expansionniste en Asie.

La Grande-Bretagne et la France ont en revanche été ruinées par l'effort de guerre ; les capacités industrielles françaises sont en partie détruites. Les États-Unis sont en position de domination absolue grâce aux emprunts faits aux Alliés, lesquels découvrent l'inflation ! Les Américains reconvertissement rapidement les usines d'armement, s'orientent vers un capitalisme total que symbolisent l'agriculture intensive, la rationalisation des méthodes de production et le travail à la chaîne (taylorisme). Dans ses usines, Ford applique sa méthode ou fordisme : payer suffisamment ses ouvriers pour leur permettre d'acheter des Ford. En Europe, les États-Unis, bien qu'isolationnistes sur le plan diplomatique, participent à la reconstruction en investissant massivement, de manière à consolider leur suprématie économique.

L'industrie européenne importe à son tour les nouvelles méthodes de production : elle « s'américanise ». Ainsi, l'Allemagne est la plus concernée par ces investissements. Mais, en 1923, elle affronte une grande crise inflationniste assez complexe. La monnaie allemande (mark) s'effondre. Les réparations de guerre, énormes, sont aménagées en 1924 par le plan de l'Américain Dawes, et calculées en fonction de la prospérité allemande. Une nouvelle monnaie est créée, le Reichsmark.

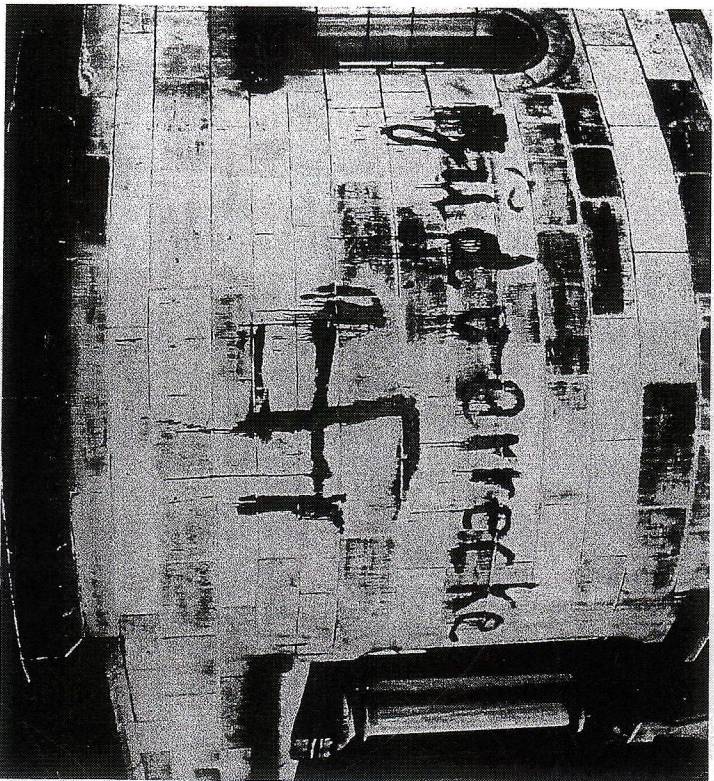
En 1927, les États-Unis représentent 70 % des capitaux étrangers, et l'économie capitaliste allemande s'améliore nettement. En Europe, le capitalisme, qui voit avec soulagement s'éloigner la menace d'une propagation à l'Europe des idées révolutionnaires venues d'URSS, se conforte dans tous les pays, avec le développement de groupes industriels souvent familiaux, dont les *konzerne* (consortiums) métallurgiques et chimiques allemands.

La montée des extrémismes

Mais, pendant que les plus favorisés oublient les traumatismes de la Grande Guerre dans les « Années folles », les anciens combattants, malgré les promesses des gouvernements, et les classes ouvrières ont le sentiment d'être les laissés pour compte de cette nouvelle prospérité ; l'extrême droite s'oppose aux communistes lors d'affrontements fréquents en Italie, en Allemagne (communistes ou « spartakistes » en 1919) et dans une moindre mesure en France – le parti communiste français naît en décembre 1920, au congrès socialiste de Tours. Car la paix reste fragile. Les traités signés après 1918 n'ont pas réglé l'épineuse question des nationalités, en grande partie à l'origine du conflit, ni apaisé les sentiments ultranationalistes (nés au XIX^e siècle) troublés par ces accords.

Ainsi, en 1919, l'Italie, en proie à des difficultés économiques, se sent flouée, déçue par les partis traditionnels incapables de résoudre la crise économique et d'obtenir ce qui lui a été promis par les Alliés en échange de son intervention : les terres irédentes (Trentin et Istrie). Le 23 mars 1919, Benito Mussolini* fonde le premier « faisceau de combat » (*fascio*), puis l'Union ouvrière du travail (1921). Ce parti « fasciste » brise par la force les révoltes ouvrières qui se multiplient. Gagnant ainsi la confiance de la bourgeoisie, des milieux industriels, de l'armée et de la police, Mussolini parvient au pouvoir fin 1922. Il est nommé à la tête du gouvernement par le roi Victor Emmanuel III. En Allemagne, la république de Weimar reste associée à l'humiliation de la défaite et aux conditions jugées injustes du *Diktat* de Versailles. La population impute en effet cette défaite aux politiques et non aux militaires auxquels a été réservé un grand accueil après l'Armistice de 1918. La droite dure, comme dans les autres pays, recrute parmi les anciens combattants. L'un d'eux, Adolf Hitler*, constitue en février 1920 le Parti national-socialiste (« nazi ») des travailleurs allemands (NSDAP) et crée la même année les *Sturmabteilung* ou « Sections d'Assaut » (SA) reconnaissables à leurs chemises brunes – elles sont mises sur pied avec l'aide de Ernst Röhm, ami d'Hitler depuis 1919, et dirigées par Göring*.

Fortement impressionné par la personnalité de Mussolini et la rapidité de son accession à la tête de l'Italie, Hitler tente de prendre le pouvoir à Munich en novembre 1923. Mal préparé et conté par la droite traditionnelle, le putsch échoue. Le parti nazi est interdit, Hitler condamné à cinq ans de prison.

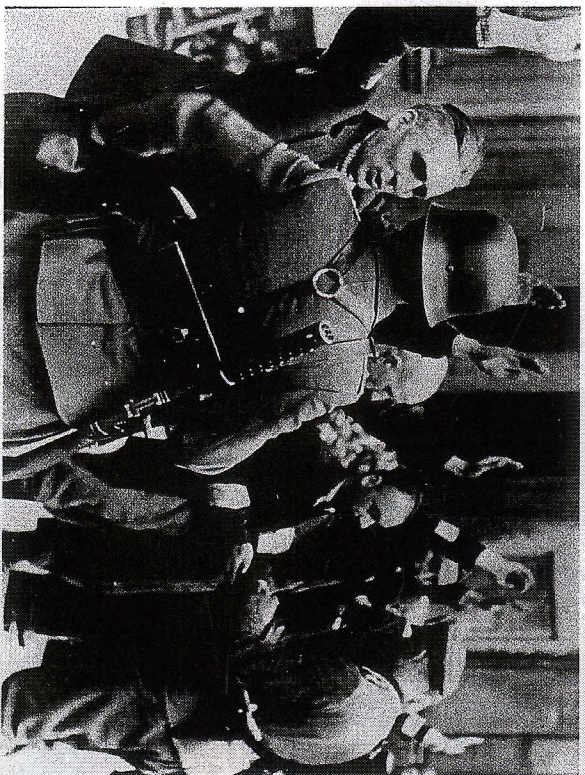


La « Nuit de Cristal », novembre 1938.

Naissance du nazisme

Pendant les treize mois que dure en fait sa captivité, Hitler* commence la rédaction de son ouvrage politique *Mein Kampf*. Il y reprend notamment des thèses déjà largement répandues en Allemagne sous Guillaume II (supériorité de la race aryenne, dite « pure ») et dévoile sa vision de l'« Ordre Nouveau » en Allemagne : opposant l'antagonisme des classes (théorie communiste) à celle de l'inégalité prétendument naturelle et démontrée des races, Hitler juge cruciale la constitution d'un nouvel « espace vital » indispensable à la domination de la race aryenne. Dans ces nouveaux territoires conquis à l'Est, il est nécessaire, prétend-il, de « déplacer » les populations non aryennes afin d'éviter tout métissage du sang aryen. Ces races qu'il juge « inférieures » sont les Slaves, les Tsiganes, les Noirs, les Asiatiques et, surtout, les juifs*.

Hitler, qui affirme en privé qu'il est toujours nécessaire de désigner un ennemi visible, exploite habilement l'antijudaïsme « ordinaire » européen, qui n'est pas une invention du nazisme*, loin s'en faut – le mot antisémitisme né en 1879 est souvent substitué à l'antijudaïsme. Nous en trouvons des manifestations violentes dans l'Antiquité puis, surtout, dans l'Europe chrétienne du Moyen Âge où les juifs, pour de multiples raisons, sont opprimés ou massacrés en France, en Alle-



Contrôles d'identité dans le ghetto de Varsovie.

magne, en Russie ou en Angleterre – les Russes créèrent le mot *pogrom* pour désigner ces tueries auxquelles ils se livrent aussi. Au XIII^e siècle, les juifs sont même contraints de porter sur leurs habits un signe distinctif, la rouelle, morceau de tissu jaune. Parallèlement, les interdits professionnels se multiplient, les premiers quartiers spéciaux apparaissent – ils seront appelés ghettos*, de *ghetto*, le quartier juif de Venise (1516). Au fil des années, le « juif » est considéré comme une sorte de « sous-homme » accusé de tous les maux, « une tache » et « un parasite » d'une société moderne en pleine évolution. L'Europe du XIX^e siècle, marquée par la révolution industrielle et l'émergence de la conscience bourgeoise au service de la fibre nationaliste, est exemplaire à ce titre, avec la publication de nombreux écrits antijuifs. Au vieux ressentiment religieux s'ajoute celui d'une pensée laïque. L'affaire Dreyfus (1894-1899) qui partage la France en deux camps composés chacun de personnes de toutes convictions, est exemplaire et laissera de profondes cicatrices.

La persécution des juifs sous le nazisme reprendra les symboles et les méthodes de cet antijudaïsme séculaire : port de l'étoile jaune, pogroms (« Nuit de Cristal », novembre 1938), lois anti-juives, création du ghetto* de Varsovie où 500 000 juifs polonais seront enfermés en 1941. Mais avant 1929, *Mein Kampf*, véritable programme du futur destin de l'Europe, passe quasiment inaperçu : le parti nazi et ses thèses restent marginaux jusqu'au bouleversement de l'économie mondiale.

LA GRANDE CRISE DE 1929

ET LE TRIOMPHE DES EXTRÉMISMES (1929-1939)

Le capitalisme prôné par l'Amérique toute puissante trouve ses limites le 24 octobre 1929 : c'est le Jeudi noir de la bourse new-yorkaise qui s'effondre. Le système abusif du crédit conduit à un épuisement de la monnaie et à une crise de confiance des actionnaires et des consommateurs. La crise économique se propage bientôt au reste du monde

La réaction américaine et la déstabilisation des régimes démocratiques

Élu président en 1932, Franklin Roosevelt* entreprend le redressement américain par une série de mesures économiques et sociales regroupées sous le nom de New Deal (« nouveau contrat »). Il développe également les relations internationales, et tente de contrer les visées expansionnistes de Tokyo en Asie et dans le Pacifique* : le Japon*, lui aussi touché par la crise économique et désormais aux mains des partis militaristes, a fait le choix des armes, envahissant la Mandchourie en 1931. Auparavant, les banquiers américains ont récupérés leurs capitaux investis en Europe.

La crise déstabilise et affaiblit rapidement les régimes démocratiques européens, qui, tardant à trouver des solutions, affrontent la réurgence des mouvements extrémistes apparus après la Grande Guerre.

En Grande-Bretagne, sir Oswald Mosley crée en 1932 l'Union britannique des fascistes, largement inspirée par le fascisme* italien (« chemises noires », actions violentes) puis par les thèses racistes d'Hitler*. La loi sur l'ordre public (1936), qui interdit les manifestations et le port d'uniformes aux membres de partis politiques, met un terme au développement du mouvement. En France, les Croix de feu du colonel de Laroque tentent un coup d'État le 6 février 1934. Ce mouvement de l'extrême droite, composé surtout d'anciens combattants, échoue par l'excès de légalisme de son chef : une partie de ses adhérents, mécontents, forment la Cagoule. Dès 1936, avec l'arrivée au gouvernement du Front populaire (juin 1936-avril 1938) qui répond aux aspirations sociales d'une majorité de Français, cette organisation secrète cherche à déstabiliser l'État par une série d'attentats meurtriers (1937). Bien que démantelée, elle fournit au pouvoir de Vichy* des cadres de la Milice (police de collaboration). L'année 1929 inaugure aussi de profonds changements en URSS. Staline*, désormais seul au pouvoir, abandonne la NEP au profit de la collectivisation. Dans les campagnes, la « dékoulakisation » consti-

tue le premier épisode de la terreur stalinienne – les *koulaks*, structures paysannes, sont minoritaires mais riches. L'industrialisation planifiée se met en place, avec des objectifs sans cesse revus à la hausse et rarement tenus. Ce nouveau système, qui montre vite ses limites, incite Staline* à dénoncer en 1934 les pratiques bureaucratiques qui, selon lui, sont à l'origine des difficultés – la famine de 1936, dont il est responsable, tue des millions d'Ukrainiens. Il fait main basse sur les espoirs qu'avait fait naître la Révolution : culture, économie, armée, tous les secteurs sont sous son contrôle, avec le renfort de ses polices secrètes successives. Les goulags se remplissent, les exécutions arbitraires se multiplient. Des vagues de purges, au sein même du parti communiste et de l'Armée rouge, se succèdent jusqu'en 1938.

L'ascension d'Hitler

L'Allemagne est la plus durement et rapidement touchée par la crise. Les Américains cessent dès 1929 d'apporter des crédits à l'industrie, la production et les prix chutent, les banques périclitent, les étrangers retirent leurs capitaux restants, le pays est exsangue. Hitler* saisit l'occasion de relancer le parti nazi dont les recrutements suivent la courbe montante du chômage (6 millions de chômeurs en 1933). Aux élections générales de juillet 1932, le NSDAP, qui bénéficie du soutien financier de grands groupes industriels, recueille plus de 37 % des voix, provenant pour la plus grande part de la droite classique qui, de son côté, n'en obtient que 8 %. Parallèlement, avec 16 % des voix, le parti communiste enregistre une forte progression. En janvier 1933, face à l'échec de la droite classique et conservatrice et à la progression jugée inquiétante du parti communiste, Hitler, bien que le NSDAP soit minoritaire au Reichstag (Parlement), est appelé au poste de chancelier (chef du gouvernement) par le maréchal Hindenburg, président de la République de Weimar. Cette nomination a été rendue possible par les manœuvres politiciennes de Franz von Papen qui pense pouvoir manœuvrer en sous-main. Il se trompe. Certes, Hitler constitue un premier gouvernement largement représenté par la droite classique ; seuls deux ministères, dont celui de l'intérieur, sont occupés par des nazis. Mais il décide la dissolution du Reichstag ; des élections sont programmées pour le 5 mars. Une semaine avant cette date, le Parlement est incendié : les communistes sont accusés alors que le coupable est Göring*. Cet épisode sert de prétexte à la mise hors-la-loi du parti communiste et à l'arrestation de milliers de ses militants qui sont enfermés dans les

premiers camps* de concentration. Les déportations communistes sont confisquées. Le 23 mars, la droite accepte de voter les pleins pouvoirs à Hitler*. Le 26 avril est créé la Gestapo* (police d'État). En juillet, le NSDAP devient le seul parti autorisé en Allemagne : en six mois, la république de Weimar a disparu au profit du III^e Reich*. Les SA, que Röhm dirige depuis 1930, entretiennent un climat de terreur et de violence, réprimant toute contestation. Employant tous les rouages de la propagande, Hitler martèle inlassablement son message : refus du *Diktat* de Versailles, grandeur du III^e Reich qui doit durer mille ans, responsabilité des juifs dans la situation du pays. Très vite, les œuvres jugées « décadentes » sont interdites, brûlées, détruites. Des esprits brillants comme le savant Albert Einstein, qui est juif, quittent l'Allemagne.

En 1934, Hitler fait éliminer Röhm et les chefs SA (nuit des « Longs couteaux ») : la tâche est confiée à la seconde organisation paramilitaire nazie, les SS* créés en 1923. Les idées anticapitalistes des SA et leur rêve de se transformer en armée nationale-socialiste inquiétaient la Wehrmacht et les milieux industriels dont l'appui est indispensable au nouveau régime. Le soutien des barons de l'industrie allemande, qui voient d'un œil bienveillant la mise au pas des ouvriers, jouera en effet un rôle prépondérant dans le redressement économique du III^e Reich. Un premier « plan de remise en ordre » comporte un schéma de grands travaux visant à réduire rapidement le nombre de chômeurs.

Les trois premières années du régime sont consacrées à l'intensification de la nazification de toutes les activités du pays, relayée par d'impressionnantes démonstrations de masse orchestrées par le chef de la propagande, Goebbels. La persécution des races prétendues « inférieures » (juifs*, Tsiganes, Slaves) ainsi que des catégories de population jugées indésirables (handicapés physiques et mentaux, grabataires, homosexuels) s'organise et s'amplifie en même temps que sont ouverts de nouveaux camps*.

Sur le plan diplomatique, après avoir quitté la SDN en 1933, l'Allemagne signe plusieurs traités bilatéraux avec ses voisins, dont la Pologne, tentant ainsi de déstabiliser le système d'alliances mis en place par la France. L'Allemagne hitlérienne s'efforce conjointement de montrer un visage rassurant (Jeux olympiques de 1936), la formation d'un front commun contre l'URSS étant même envisagée avec les puissances occidentales. Pourant, en 1936, Hitler va faire basculer définitivement l'Allemagne dans une logique de guerre, préparant la conquête de l'« espace vital » programmée dans *Mein Kampf*.

La logique de guerre du III^e Reich

Dès 1935, Hitler* a rétabli le service militaire obligatoire. En mars 1936, la zone démilitarisée de Rhénanie est réoccupée, en violation du traité de Versailles, mais aussi des accords de Locarno dont les pays signataires ne réagissent pas. Hitler, dès lors, est convaincu que la France et la Grande-Bretagne ne s'opposeront pas à ses visées expansionnistes à l'Est. Le pays se dote d'une aviation* à l'aide de commandes passées en URSS, Suède et Suisse. L'industrie allemande fournit des avions civils prévus pour recevoir un équipement militaire. Un nouveau plan de quatre ans, véritable préparation à la guerre, est mis en place fin 1936. Les usines d'armement tournent à plein régime. Le développement de produits de substitution (*Erstatz*) doit permettre d'atteindre l'autarcie grâce à laquelle l'Allemagne pourra résister aux effets d'un éventuel blocus terrestre ou maritime. À l'extérieur de l'Allemagne, Hitler se rapproche des régimes fascistes. Il fournit à Mussolini*, qui rêve d'un empire colonial, les moyens de poursuivre sa conquête de l'Éthiopie ; tous deux se rallient à plusieurs reprises – la SDN ne réagit pas. À partir de juillet 1936, lors de la guerre civile espagnole (1936-1939), ils aident à la mise en place du régime autoritaire de Franco : à cette occasion, les avions allemands (légion Condor) déversent leurs bombes sur les villes du parti républicain, dont Guernica (avril 1937) où meurent des femmes et des enfants. En 1937, une véritable « internationale » totalitaire (Axe) comprend l'Italie, l'Allemagne, le Japon réunis autour d'un pacte anti-komintern (communiste). Le Japon, stimulé par cette alliance, agresse la Chine* la même année. En Italie, le régime mussolinien, qui reprend dès 1938 les théories antijuives, se durcit ; le contrôle de l'État est omniprésent.

Hitler, fort de ses intimidations efficaces, juge le moment opportun d'entamer les annexions destinées à former un Reich rassemblant tous les Allemands de « race pure ». En 1934, les nazis autrichiens ont tenté un coup d'État à Vienne, qui a coûté la vie au chancelier Dollfuss, mais leur tentative a échoué. Malgré un pacte de non-agression signé en 1936, la Wehrmacht envahit l'Autriche en mars 1938 (*Anschluss*). Paris et Londres se contentent d'une simple réprimande.

Hitler surenchérit. Le 29 septembre 1938, il signe avec la France et la Grande-Bretagne le traité de Munich* qui entraîne l'annexion des Sudètes, région « allemande » de la Tchécoslovaquie. Cette décision viole pourtant les accords de Locarno (voir p. 7). Chamberlain (Premier ministre britannique) et Daladier (président du Conseil français)

Au mois d'avril, le Danemark et la Norvège sont envahis par la Wehrmacht et capitulent – un corps franco-britannique parvient néanmoins à prendre Narvik, en Norvège, noeud de l'approvisionnement en fer. Les soldats allemands, parfaitement aguerris, sont prêts pour l'invasion de la Hollande, de la Belgique et de la France. Le 10 mai, les Alliés sont surpris par l'offensive, rapide et dévastatrice, dont le fer de lance est constitué par les chars*. Le blitzkrieg* opère à nouveau. Les Français connaissent la débâcle*, les Britanniques se réfugient dans la poche de Dunkerque* qu'une flotte disparate parvient à évacuer dès la fin du mois de mai. Début juin, les forces alliées évacuent la Norvège. De Gaulle* gagne Londres où il est accueilli par Winston Churchill*, Premier ministre britannique depuis le 10 mai : il lance son appel à la résistance* le 18 juin et organise les



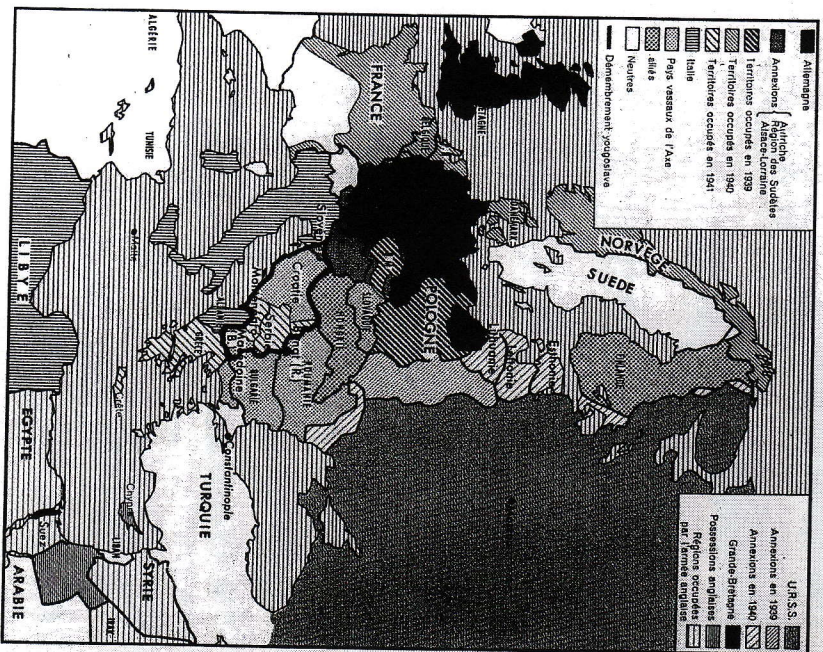
Forces* françaises libres. Après l'armistice du 22 juin, la France est séparée en deux zones : au nord, la zone occupée et administrée par les Allemands (voir Occupation*) ; au sud, la zone « libre » dirigée par le maréchal Pétain*, dont le gouvernement est installé à Vichy* engage presque aussitôt la « collaboration » d'État avec l'Allemagne.

Pétain, affiche de propagande, 1940-1941.

La Grande-Bretagne reste le seul pays d'Europe démocratique capable d'affronter les nazis : la bataille d'Angleterre*, qui voit l'échec de la Luftwaffe* contre la RAF*, prouve les limites du blitzkrieg. Mais l'Allemagne tente d'asphyxier le pays par un blocus qui déclenche la bataille de l'Atlantique*.

Mussolini*, soucieux de s'asseoir à la table des vainqueurs, entraîne l'Italie dans la guerre le 10 juin 1940. En octobre de cette année, ses troupes tentent d'envahir la Grèce* : elles essuient un échec qui contraint Hitler* à intervenir. Après la Yougoslavie, pays sensible des Balkans*, il pousse jusqu'à Athènes puis en Crète (mai 1941). L'Allemagne semble alors invincible.

Hitler, fort des succès de ses armées, a d'ailleurs décidé de se retourner contre l'URSS : l'opération Barbarossa* (Barberousse), après cinq semaines de retard dues à la campagne de Grèce, débute le 22 juin. Le blitzkrieg* applique sa stratégie impitoyable, mais pour la dernière fois. Les civils, essentiellement paysans, voient souvent les Allemands en libérateurs, surtout en Ukraine. Ils ne savent pas qu'Hitler considère les Slaves comme une « race inférieure ». Der-



rière les troupes régulières qui se livrent parfois elles-mêmes à des massacres, viennent des groupes de SS* qui se comportent en bourreaux, particulièrement envers les juifs*. La campagne militaire se transforme en campagne d'extermination (voir Shoah*). La situation des prisonniers de guerre soviétiques est insoutenable, l'URSS n'ayant pas signé la convention de Genève. Ils sont victimes* de tous les mauvais traitements. La mortalité* est très forte. Un profond sentiment de haine se développe envers les Allemands, qui se révélera lors de la reconquête.

À la fin de l'année 1941, les nazis ont investi les trois-quarts de l'Europe, de la Volga aux Pyrénées. Des régimes soumis sont installés dans les pays occupés* où l'économie est mise au service de la machine de guerre allemande. La conquête de l'« espace vital » paraît achevée. En janvier 1942, la « solution finale au problème juif » (voir Shoah) est décidée par les nazis. La persécution des juifs européens, et celle des autres victimes désignées par la « race supérieure » voulue par Hitler, se transforme en génocide organisé. Dans toute l'Europe,

L'Europe hitlérienne en juin 1941.

des centaines de milliers de personnes montent dans des trains et sont « déportées » vers les camps* d'extermination pour y mourir dans des chambres à gaz.

Alors que l'Europe continentale est placée sous le joug nazi, le Japon*, aux mains des militaires, agresse les États-Unis à Pearl Harbor*, le 7 décembre 1941, inaugurant la bataille du Pacifique* au cours de laquelle les Japonais vont se montrer impitoyables, avec les civils et les prisonniers. Les Américains, jusqu'ici soigneusement en retrait, entrent de plain-pied dans le conflit voulu par l'Axe. Car Hitler* ne tarde pas à leur déclarer la guerre. Celle-ci prend dès lors une dimension véritablement mondiale.

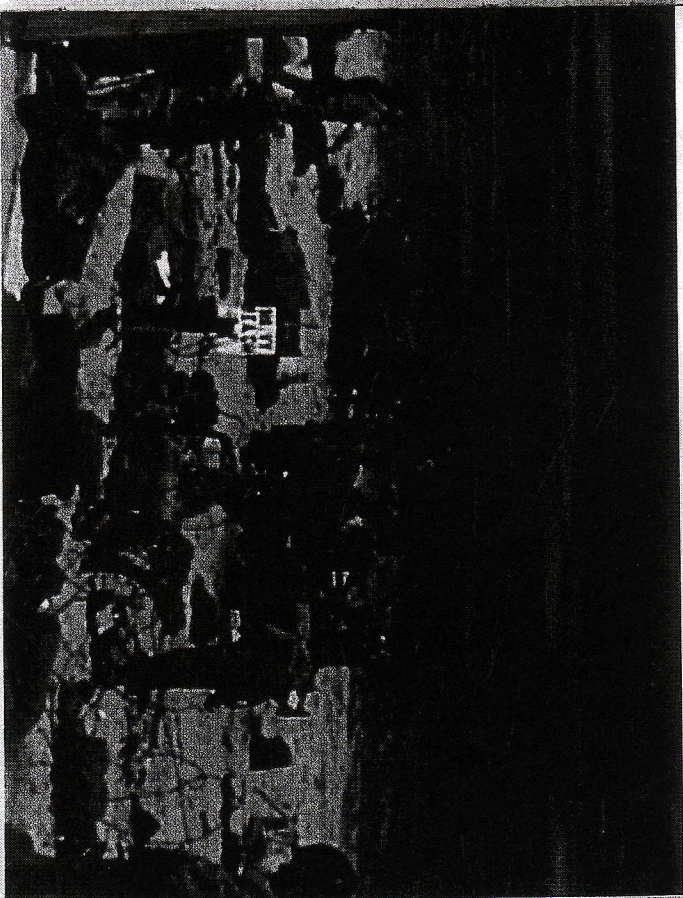
Pour soutenir un effort de guerre sans précédent, les États-Unis engagent aussitôt leur économie revivifiée : les complexes automobiles de Detroit sont rapidement reconvertis en usines qui produisent en masse des armes, des munitions, des chars et des avions. En URSS, les usines démenagées en urgence devant l'avancée allemande, sont bientôt capables d'équiper l'Armée Rouge en matériels performants.

En 1942, le rapport de force s'inverse. Après une série de succès, l'Axe commence à enregistrer des échecs : Midway* (juin 1942) pour le Japon ; Stalingrad* (hiver 1942-1943) et El Alamein* (novembre 1942) pour la Wehrmacht. C'est le tournant de la guerre. Partout, la résistance* s'organise, notamment en France sous l'impulsion de De Gaulle* qui, comme Churchill* et Roosevelt*, est désormais partisan d'une capitulation totale de l'ennemi et de la restitution des territoires occupés.

Le débarquement en Afrique du Nord* (novembre 1942), puis celui de Sicile (juillet 1943) qui conduit à la campagne d'Italie* et à la chute de Mussolini*, concourent à fragiliser la présence allemande en Europe du Sud. Dans toute l'Europe, les mouvements de résistance, alimentés en matériel par les parachutages des Alliés, renseignent ces derniers sur les mouvements de l'ennemi et multiplient les actions de sabotage. De leur côté, les Soviétiques progressent rapidement sur le front de l'Est*. Dans le Pacifique*, la reconquête des îles par les Américains bat son plein, et se radicalise au fur et à mesure que ces derniers se rapprochent du Japon.

L'effondrement de l'Axe (1944-1945)

Le 6 juin 1944, les Alliés débarquent en Normandie*, portant un coup fatal à l'Allemagne. Cette opération, conduite par le général américain Eisenhower, a été facilitée par la résistance française, dont les différents mouvements sont regroupés depuis février 1944 sous le



Débarquement en Normandie, juin 1944.

titre Forces françaises de l'intérieur (FFI). Paris est libérée en août et la France connaît la purge des collaborateurs, parfois menée par des résistants de la dernière heure.

L'avance alliée se poursuit jusque dans les Ardennes* où Hitler* a rassemblé ses dernières forces offensives, constituées essentiellement de blindés. Mais, cette fois, la maîtrise de l'air appartient aux Anglo-Américains ; le blitzkrieg* relève du passé. L'attaque qu'il mène est un échec, et seuls ses V-1* et V-2, armes qu'il pense décisives, atteignent Anvers, cœur de l'approvisionnement allié et cible essentielle de l'opération. Le front de l'Ouest est ouvert aux troupes anglaises, françaises et américaines. À l'est, l'Armée rouge défait sur l'Allemagne, passant par Varsovie qui s'est insurgée après la révolte du ghetto* (avril-mai 1943). Début mai, le drapeau est planté sur le Reichstag de Berlin ; le 8, les nazis capitulent. Le 30 avril, Hitler s'est suicidé dans le bunker où il s'était réfugié. La capitale du III^e Reich* est en ruines, comme nombre de villes* martyres allemandes.

La capitulation allemande ne marque pourtant pas la fin de la guerre, qui se poursuit dans le Pacifique*. Les troupes japonaises, respectant le code d'honneur du combattant, luttent avec une énergie décuplée par la crainte d'une défaite (voir Kamikaze*). Le Japon, après le revers d'Okinawa* (1^{er} avril 1945), devient plus facilement accessible

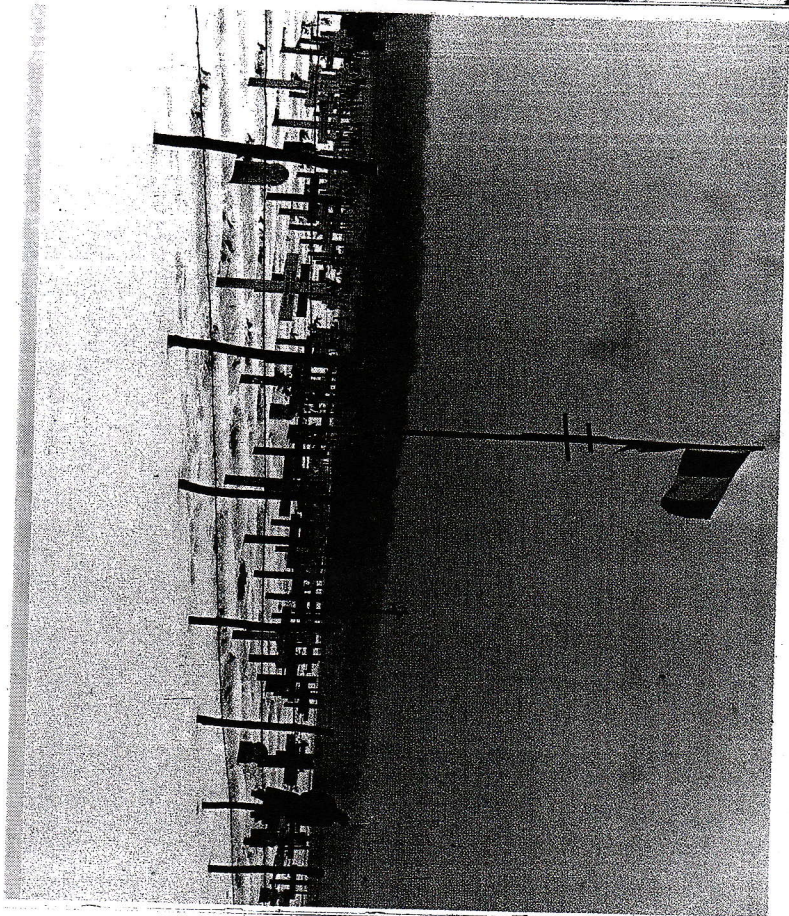
à l'US Air Force* qui pilonne les centres urbains de l'archipel nippon. Après un chassé-croisé diplomatique avec les Japonais, les Américains, qui exigent une capitulation sans conditions, décident de recourir à la bombe atomique* qu'ils ont mise au point en un temps record. Censée économiser des vies américaines lors d'un éventuel débarquement au Japon, la bombe est utilisée en août contre deux villes, Hiroshima* et Nagasaki. Vaincu, le Japon signe sa reddition officielle le 2 septembre 1945. La Seconde Guerre mondiale prend fin.

LA PAIX

Au procès de Nuremberg*, qui se tient à partir de novembre 1945, les vainqueurs jugent les criminels de guerre nazis. À celui de Tokyo, organisé par les seuls Américains (avril 1946-novembre 1948), les responsables japonais sont sanctionnés. Lors de ces deux procès est définie clairement et pour la première fois la notion de crime contre l'humanité.

À Nuremberg, le monde découvre l'indicible lors de la projection de films sur les camps* : montagnes de cadavres squelettiques, chambres

Cimetière de
Roye,
(Somme),
janvier 1945.



à gaz et fous crématoires, visages effrayants des rescapés aux bras ratoués comme du bétail. Entre cinq et six millions de juifs ont été exterminés au cours de ce que les juifs eux-mêmes appellent la Shoah* (« catastrophe » en hébreu). Ce massacre va susciter la réflexion sur la responsabilité individuelle et collective des bourreaux et des populations souvent passives devant le martyr de toutes les victimes* du III^e Reich*. Tout au long de la seconde moitié du XX^e siècle, les témoignages de survivants dont ceux de Primo Levi et d'Elie Wiesel, des films comme *Nuit et Brouillard* (Alain Resnais, 1955), *Shoah* (Claude Lanzmann, 1985) ou *De Nuremberg à Nuremberg* (Frédéric Rossif, 1988) vont contribuer à entretenir un « devoir de mémoire » d'autant plus nécessaire que, de nos jours, de prétendus historiens démentent périodiquement l'existence des camps* ou en atténuent le rôle, surtout celui des chambres à gaz. Ils se prétendent « révisionnistes », un abus de langage puisque l'Histoire doit, par nature, être révisée en permanence en fonction de nouvelles sources. Leur thèse, dangereuse pour la mémoire collective, est essentiellement « négationniste »⁹³ c'est-à-dire qu'elle nie des faits avérés et particulièrement douloureux.

La fin de la guerre voit aussi l'instauration d'un nouvel ordre mondial. La conférence de Bretton-Woods (États-Unis), en juillet 1944, prévoit la réorganisation économique du monde : elle est rejetée par l'URSS qui la juge trop en faveur des Américains. La volonté de statuer sur la paix internationale, pousse les Alliés à se réunir à la conférence de San Francisco (25 avril-26 juin 1945) qui donne naissance à l'Organisation des Nations-Unies (ONU*) – que de Gaulle* appellera le « machin ». La première réunion du conseil de sécurité de l'ONU statue sur la création de l'État d'Israël où ont émigré des rescapés de la Shoah.

Enfin, à Yalta* (février 1945), puis à Potsdam en Allemagne (juillet-août 1945), les Alliés se partagent l'Allemagne et une partie du monde. L'URSS jette son dévolu sur l'Europe de l'Est. Le 5 mars 1946, Churchill* montre l'un de ses traits de génie à Fulton, aux États-Unis, en déclarant : « De Stettin, sur la Baltique, à Trieste, sur l'Adriatique, un rideau de fer est tombé sur le continent. » De fait, la guerre froide débute l'année suivante. Le monde est séparé en deux camps qui vont se menacer mutuellement de l'arme nucléaire : celui des communistes, celui de l'Ouest – cet affrontement a tourné à la guerre civile en Grèce* (1946). Cet antagonisme ne cessera qu'au début des années 1990, après la chute du mur de Berlin et l'éclatement du bloc communiste.